

R É P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E

P R É F E C T U R E   D E   L A   H A U T E - L O I R E

1ère Direction-4ème Bureau

A R R Ê T É   N °   104-84-351

autorisant la Société SARL hydroélectrique de Ranc à disposer de l'énergie de la rivière la Loire, pour la mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire des communes de ST-MAURICE DE LIGNON et BEAUZAC ( département de la Haute-Loire) et destinée à la production d'énergie hydroélectrique.

Le Préfet, Commissaire de la République du Département de la HAUTE-LOIRE ;

VU le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure (livre Ier, titre III ;

VU la loi modifiée du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

VU la loi N° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur ;

VU le décret n° 81-375 du 15 avril 1981 modifiant l'article 16 de la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et pris pour son application en ce qui concerne la forme de la procédure d'instruction des demandes d'autorisation d'usines hydrauliques ;

VU le décret n° 81-376 du 15 avril 1981 portant application de l'article 28 (2°) de la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et approuvant le modèle de règlement d'eau pour les entreprises autorisées sur les cours d'eau ;

VU la loi du 31 mai 1865 relative aux cours d'eau soumis au régime des échelles à poissons ;

VU la pétition en date du 18 mai 1983, par laquelle la SARL hydroélectrique de Ranc demande l'autorisation de disposer de l'énergie de la rivière pour la mise en jeu d'une entreprise sur les communes de St Maurice de Lignon et Beauzac, entreprise destinée à la production d'électricité ;

VU les pièces de l'instruction à laquelle l'affaire a été soumise conformément au décret du 15 avril 1981 et notamment les certificats de publication et d'affichage de l'enquête, les registres de l'enquête ouverte sur les communes de Beauzac et St Maurice de Lignon, du 11 janvier 1984 au 26 janvier 1984, suivis de l'avis des Maires ;

VU l'avis du Directeur Des Services Fiscaux en date du 2 Mars 1984 ;

VU les rapports et les propositions des Ingénieurs du service chargé de la police des eaux et de la gestion du domaine public fluvial en date du 25 octobre 1983 et 29 mai 1984 ;

VU l'avis de la commission départementale des sites et de l'environnement en date du 10 Février 1984

VU l'avis du Conseil Général du département en date du 2 Avril 1984 ;

VU le décret du 30 octobre 1899 réglementant l'usage de la force motrice empruntée au fleuve Loire, au lieu-dit Ranc ;

## A R R E T E :

ARTICLE 1er - Autorisation de disposer de l'énergie

La SARL hydroélectrique de Ranc est autorisée dans les conditions du présent règlement et pour une durée de 40 ans à disposer de l'énergie de la rivière la Loire, code hydrologique K-035-00, pour la mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire des communes de St Maurice de Lignon et Beauzac (département de la HAUTE-LOIRE) et destinée à la production d'énergie hydroélectrique.

La puissance maximum brute de l'entreprise est fixée à 1148 kilowatt.

ARTICLE 2 - Section aménagée

Les eaux seront dérivées au moyen d'un barrage situé au PK 140,75 (distance au pont de Roanne), arasé à la côte 477 NGF.

Il est localisé en coordonnées LAMBERT :

Jonction barrage-canal d'aménée, en rive droite :	x = 327,88
	y = 738,41
ancrage du barrage, en rive gauche :	x = 327,79
	y = 738,27

Le barrage est situé immédiatement à l'aval du confluent du Ramel, affluent rive droite de la Loire, en partie sur la commune de Beauzac (rive gauche) et sur la commune de St Maurice de Lignon (rive droite), au lieu-dit "Ranc", environ 450 m à l'aval du pont de Vaures.

Les eaux transiteront par un canal de dérivation situé en rive droite de la Loire ayant une longueur de 394 m et dont la largeur varie de 8 m à l'amont à 10 m à l'aval.

L'usine sera située sur la commune de St Maurice de Lignon, sur une parcelle cadastrée n° 422 de la section E.

Le bâtiment se trouve au PK 140,4 (distance au pont de Roanne), à la côte 477,10 (côte du TN)

localisation en coordonnées LAMBERT :	x = 328,19
	y = 738,62

Les eaux seront restituées à la rivière au PK 141,3 après avoir transité par un canal de fuite ayant une longueur de 70 m et une largeur variant de 10 m à l'amont à 30 m à l'aval. Les eaux seront restituées à la rivière à l'altitude moyenne 472,50 NGF.

La hauteur de chute sera d'environ 4,5 m en eaux moyennes.

...

### ARTICLE 3 - Caractéristique de la prise d'eau

Le niveau légal de la retenue (crête du barrage) est fixé à l'altitude 477 NGF. (altitude orthonormale, le repère de référence ayant servi aux opérations de nivellement a les caractéristiques suivantes : repère de 2ème ordre. Q' df 29 IV altitude 486,307 X 738,5 Y 328. Repère situé sur un aqueduc, sur la voie ferrée St Georges d'Aurac à St Etienne Chateaucieux au PK 93,42 tympan aqueduc côté rivière)

Le débit maximum prélevé sera de 26 m<sup>3</sup>/s.

L'ouvrage de prise sera constitué comme suit : le débit maintenu dans la rivière, immédiatement en aval de la prise d'eau (débit réservé), ne devra pas être inférieur à 4,6 m<sup>3</sup>/s ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à ce chiffre.

Les valeurs retenues pour le débit prélevé et le débit réservé seront affichées à proximité immédiate de la prise d'eau et de l'usine, de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

S'il est prouvé, dans les 5 ans à compter de la mise en fonctionnement de l'usine, que le débit réservé de 4,6 m<sup>3</sup>/s est insuffisant pour assurer une vie normale à la faune et la flore piscicole, le débit réservé pourra être modifié, et porté à 6 m<sup>3</sup>/s soit durant toute l'année, soit durant certaines périodes critiques.

L'usine devra fonctionner, en permanence, au fil de l'eau, toute éclusée est interdite.

L'usine ne fonctionnera pas pendant la période estivale, soit du 1er juillet au 30 septembre et ce, quelle que soit l'importance des débits.

### ARTICLE 4 - Caractéristiques du barrage

Selon les propositions du pétitionnaire, le barrage aura les caractéristiques suivantes :

longueur totale en crête : 190 m de l'enracinement en rive gauche à la passerelle où débute le canal d'amenée ;

altitude de la crête du barrage : 477,0 m NGF - niveau légal de la retenue - transversalement, le barrage présentera deux formes différentes en profils en travers et en conception :

- de l'enracinement RG à 100 m : barrage en enrochements recouverts d'une chape de béton

- largeur à la base : environ 10 mètres (côte 474 NGF)
- largeur en crête : environ 1,50 mètre
- face amont du barrage inclinée à 2 de base pour 3 de haut

- de la section précédente à l'origine du canal d'amenée : 90 m barrage constitué d'un mur en béton renforcé par des raidisseurs aval en béton et protégé par des enrochements amont et aval.

- largeur à la base environ 3 mètres
- largeur en crête environ 0,30 mètre
- côte de la crête du barrage 477,0 m NGF

...

La crête du barrage sera arasée, depuis la passe à poissons jusqu'à l'origine du canal d'aménée, à la cote 477,5 m NGF, afin de permettre le fonctionnement de l'échelle à poissons lorsque le barrage déverse faiblement.

La surface de la retenue, au niveau normal d'exploitation, est de l'ordre de 20 hectares ; la capacité de la retenue, à ce même niveau, est estimée à 260 000 m<sup>3</sup>.

#### ARTICLE 5 - Vannes : Dispositifs assurant le débit réservé

Vanne : une vanne de fond, dont l'axe sera située à 183 m de l'enracinement rive gauche du barrage, sera installée dans le corps du barrage. Elle aura une largeur utile de 3 mètres et son seuil sera à la cote 474,2 m NGF.

Le sommet de la vanne (pelle) sera arasé à la cote 477,5 m NGF. Cette vanne devra être manœuvrable par tout temps.

Débit réservé : le débit minimum maintenu en permanence dans la Loire, à l'aval du barrage, est fixé à 4,6 m<sup>3</sup>/s.

Le débit sera écoulé comme suit :

- 3 m<sup>3</sup>/s s'écouleront par une échancrure rectangulaire réglable, située à 30,0 m de l'enracinement R G du barrage ; cette échancrure aura une largeur utile de 1,7 m. Le seuil de cette échancrure correspondra au niveau du fond de la Loire ; le seuil sera réglable (altitude normale pour écouler 3 m<sup>3</sup>/s - 476,0 m NGF)

Formule de calcul du débit  $Q \text{ m}^3/\text{s} = 0,40 \times \text{largeur utile de l'échancrure en m} \times \text{hauteur de la lame d'eau déversante exprimée en m} \times \text{racine carrée du double produit de la pesanteur par la hauteur de la lame déversante exprimée en mètre}$  ( $Q = 0,41 \times h \sqrt{2gH}$ )

- 1,3 m<sup>3</sup>/s s'écoulera par une échancrure rectangulaire de 1 mètre de largeur utile dont le seuil sera arasé à la cote 476,0 m NGF. Le seuil sera réglable (altitude calculée du seuil pour écouler 1,3 m<sup>3</sup>/s - 476,15 m NGF)

L'axe de l'échancrure sera situé à 178 m de l'enracinement du barrage en rive gauche et à 17 mètres en aval de l'axe de l'échancrure de la passe à poissons.

- 0,3 m<sup>3</sup>/s s'écoulera par l'échelle à poissons

L'axe de l'échancrure alimentant l'échelle à poissons sera situé à 161 m de l'enracinement RG du barrage et 17 mètres en amont de l'échancrure débitant 1,3 m<sup>3</sup>/s qui sert de débit d'attrait.

L'échancrure de la passe à poissons aura 1 mètre de large, le seuil sera arasé à l'altitude 476,0 m NGF. Le seuil sera réglable (altitude normale du seuil pour écouler 0,3 m<sup>3</sup>/s - 476 m NGF).

Si le permissionnaire veut installer, ultérieurement, une vanne de décharge en rive gauche du canal d'aménée, il devra obtenir l'accord du service chargé de la police des eaux.

D'autre part, il est précisé que les eaux non turbinées devront être restituées à la rivière, immédiatement à l'aval du barrage de prise, et ne pas transiter par le canal d'aménée.

La berge gauche du canal d'amenée présentera une altitude minimale de 477,40 m.

#### ARTICLE 6 - Canal de fuite

Le canal de fuite sera disposé de manière à écouler facilement toutes les eaux que les ouvrages placés à l'amont peuvent débiter et à ne provoquer aucune érosion, non seulement à l'aval des ouvrages mais également à l'amont.

#### ARTICLE 7 - Mesures de sauvegarde

L'usage des eaux et leur transmission en aval devront se faire de manière à ne pas compromettre la salubrité publique, l'alimentation des personnes et des animaux, la navigation, la satisfaction des besoins domestiques, les installations agricoles et industrielles, le maintien des équilibres biologiques, la qualité des sites et paysages, la pratique des loisirs et des sports, le rétablissement du libre écoulement des eaux et, d'une façon générale, la bonne utilisation des eaux, d'une part, et, d'autre part, la conservation, la reproduction et la libre circulation du poisson.

Indépendamment de la réglementation générale, notamment en matière de police des eaux, le permissionnaire sera tenu, en particulier, à se conformer aux dispositions ci-après :

le permissionnaire établira, entretiendra et assurera le fonctionnement :

- de dispositifs destinés à assurer la libre circulation du poisson et à éviter sa pénétration dans le canal d'amenée. Il établira notamment, une échelle à poissons alimentée par tout temps par un débit minimum de 0,3 m<sup>3</sup>/s. Il sera tenu de réaliser une protection amont afin que le fonctionnement de celle-ci ne soit pas perturbé par les corps flottants.
- de dispositifs destinés à assurer le franchissement de ses ouvrages par les petites embarcations (canoë, canoë-kayak) :
  - une glissière à bateaux utilisant l'échancrure située sur la droite du barrage ;
  - une aire aménagée pour le débarquement, un chemin de portage et une aire de mise à l'eau, à l'aval immédiat du barrage ;
- d'un dispositif destiné à empêcher la pénétration, par voie d'eau, de toute embarcation dans le canal d'amenée ;
- avant mise en service de l'usine hydroélectrique, le permissionnaire aménagera le lit de la Loire entre le barrage et le canal de fuite afin que les eaux soient concentrées dans un chenal d'une dizaine de mètres de large. Il n'est pas imposé au pétitionnaire le confortement ou l'entretien de ce chenal ;
- d'un dispositif, ouvert à tous, franchissant le canal d'amenée afin d'assurer l'accès au domaine public fluvial ;
- d'une clôture, établie en rive droite des canaux d'amenée et de fuite, afin de prévenir tout accès involontaire à ceux-ci.

...

La conception et la réalisation des ouvrages destinés à assurer le franchissement du barrage par les poissons et les embarcations seront soumises à l'agrément du service chargé de la police des eaux.

#### ARTICLE 8 - Repère

Il sera posé, aux frais du permissionnaire, en un point qui sera désigné par le service chargé de la police des eaux, un repère définitif et invariable rattaché au nivellement général de la France et associé à une échelle limnimétrique scellée à proximité.

Cette échelle, dont le zéro indiquera le niveau normal d'exploitation, devra toujours rester accessible aux agents de l'administration qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux. Elle demeurera visible aux tiers. Le permissionnaire sera responsable de sa conservation.

#### ARTICLE 9 - Manoeuvre des vannes de décharge et autres ouvrages

En dehors des périodes de crues et dans toute la mesure du possible durant ces périodes, la gestion des ouvrages sera conduite de telle manière que le niveau de la retenue ne dépasse pas le niveau normal d'exploitation. Le permissionnaire devra assurer, à l'amont du plan d'eau, une altitude minimale de 477,00 NGF ; ceci peut impliquer, dans certaines hypothèses de débits, l'arrêt du fonctionnement de la micro-centrale.

Lorsque le débit de la Loire, au droit des ouvrages de Ranc, sera inférieur au débit réservé, l'usiner ne sera pas tenu d'assurer l'altitude du plan d'eau à la cote 477,00 NGF par la mise en place de rehausses dans les échancrures.

En cas de négligence du permissionnaire ou de son refus d'exécuter les manoeuvres prévues au présent article en temps utile, il pourra être pourvu d'office, à ses frais, soit par le maire de la commune, soit par les agents du service chargé de la police des eaux, sans préjudice, dans tous les cas, des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de son refus ou de sa négligence.

Le service chargé de la police des eaux réglementera les chasses et les vidanges de la retenue, qui seront toujours soumises à l'autorisation préalable de ce service.

#### ARTICLE 10 - Manoeuvres relatives à la navigation

Sans objet.

#### ARTICLE 11 - Entretien de la retenue, du lit du cours d'eau et du canal d'amenée

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par le Préfet, le permissionnaire sera tenu d'effectuer le curage de la retenue dans toutes la longueur du remous ainsi que celle du cours d'eau entre la prise et la restitution, sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

...

Toutes dispositions devront en outre être prises par le permissionnaire pour que le lit du cours d'eau soit conservé dans son état, sa profondeur et sa largeur naturelle. La vidange et le curage du canal d'amenée et de la retenue seront soumis à autorisation préalable du service chargé de la police des eaux.

En cas de mise à sec du canal d'amenée, le permissionnaire avertira également, au préalable, le service de la pêche afin que toutes dispositions soient prises pour assurer le sauvetage du poisson.

Tous travaux d'entretien, de confortement, toutes modifications ou réparations à effectuer sur le barrage, les canaux de fuite ou d'amenée, les vannes, l'échelle à poissons ou la glissière à bateaux ainsi que sur les échancrures, seront soumis à l'accord préalable du service chargé de la police des eaux.

#### ARTICLE 12 - Observation des règlements

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution, le partage des eaux et la gestion du domaine public fluvial.

#### ARTICLE 13 - Observations des règlements

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

#### ARTICLE 14 - Mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que la surveillance des ingénieurs prévue à l'article 17 ci-après, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

#### ARTICLE 15 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur la présence d'une conduite d'alimentation en eau potable, placée en traversée sous fluviale, immédiatement à l'aval du Pont de Vaures, desservant plusieurs hameaux de la commune de Beauzac ; pour tous les travaux à effectuer sur cette conduite, le pétitionnaire devra abaisser le plan d'eau, sur ordre écrit du service chargé de la gestion du domaine public fluvial, par tous moyens à sa disposition (turbine, ouverture maximum des vannes et échancrures) sans qu'il puisse prétendre à indemnité de compensation.

...

Le pétitionnaire est tenu à rétablir à la cote NGF 478,00 les voies et chemins de communication submergés du fait de la surélévation du barrage. Il s'agit essentiellement :

- d'une portion du chemin située en rive droite du Ramel, entre le ponceau et le confluent avec la Loire

- d'une portion du chemin parallèle au canal d'aménée.

Ces chemins seront rétablis en tout venant de carrière concassé 0/100.

#### ARTICLE 16 - Occupation du domaine public

La réalisation des ouvrages envisagés par le pétitionnaire comporte l'occupation de 3360 m<sup>2</sup> du domaine public fluvial (barrage, canaux d'aménée et de fuite, usine).

#### ARTICLE 17 - Exécution des travaux - Récolement - Contrôles

Les ouvrages seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police des eaux et ceux du service chargé de l'électricité ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux/d<sup>et</sup> la pêche auront, en permanence, libre accès aux chantiers des travaux et aux ouvrages en exploitation.

Les travaux devront être terminés dans un délai de 2 ans à dater de la notification du présent arrêté. A l'expiration de ce délai, le service chargé de la police des eaux fait connaître au permissionnaire la date de la visite de récolement des travaux et lui indique les mesures complémentaires qu'il y a lieu de prendre avant mise en service de l'ouvrage.

Lors du récolement des travaux, procès-verbal en est dressé et notifié au permissionnaire.

A toute époque, le permissionnaire est tenu de donner aux ingénieurs et agents chargés de la police des eaux ou de l'électricité et de la pêche accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usiner ou de son personnel. Sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, il devra les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement.

#### ARTICLE 18 - Réserves en force

La puissance totale instantanée que le permissionnaire mettra dans les conditions prévues au décret n° 55-178 du 2 février 1955 à la disposition des services publics de l'Etat, des départements des communes, des établissements publics ou des associations syndicales autorisées ainsi qu'à celles des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale, sera de 12 kW dont au maximum 4 kW pour les entreprises et groupements agricoles d'utilité générale.

Pendant les deux premières années à compter de l'achèvement des travaux, les demandes des services publics ou des associations susvisées devront être satisfaites par le permissionnaire quinze jours après qu'elles auront été notifiées par le préfet.

...



Passé ce délai, et jusqu'à l'expiration de la dixième année, à compter de l'achèvement des travaux, le permissionnaire ne sera tenu de satisfaire à la réquisition qu'après un préavis de six mois.

Au-delà de la dixième année et jusqu'à l'expiration de l'autorisation, le préavis sera de douze mois.

Toute réquisition du préfet faite par application du présent article, pendant les cinq premières années, à compter de l'achèvement des travaux, devra être accueillie par le permissionnaire dans les limites indiquées ci-dessus, quelle que soit la puissance déjà vendue ou employée par lui. Dans le cas où la puissance réservée ne serait pas utilisée en totalité à l'expiration de la cinquième année, le pouvoir de réquisition du préfet ne pourra porter dans les conditions indiquées ci-dessus que sur les quantités ci-après :

- entre la cinquième et la dixième année sur la moitié de la puissance réservée non utilisée à la fin de la cinquième année ;

- entre la dixième et la quinzième année sur le tiers de la puissance réservée non utilisée à la fin de la dixième année ;

- à partir de la quinzième année sur le quart de la puissance réservée non utilisée à la fin de la quinzième année.

Toutefois, cette quantité ne pourra descendre au-dessous de 3 kW, dont au maximum 1 kW, pour les entreprises et groupements agricoles d'utilité générale.

En outre, à toute époque, les demandes formulées par les services publics ou associations susvisées seront accueillies par préférence à toutes les autres demandes, mais seulement dans les limites de la puissance qui n'aurait pas encore fait l'objet d'un contrat ou d'une affectation notifiée au service du contrôle comme il est dit au dernier alinéa du présent article.

Pour permettre au service du contrôle de se rendre compte des disponibilités de puissance de l'usine, le permissionnaire devra remettre à la fin de chaque trimestre à l'Ingénieur en chef du contrôle la liste des contrats par lui consentis ainsi que la puissance à réserver pour leur exécution aux divers états des cours d'eau.

Le permissionnaire devra d'ailleurs prévenir l'Ingénieur en chef du contrôle un mois d'avance toutes les fois qu'il voudra affecter une partie de l'énergie à alimenter des entreprises qu'il exploiterait directement

#### ARTICLE 19 -

La puissance instantanée à laisser dans le département pourra être rétrocédée par les soins du conseil général aux consommateurs locaux, conformément à l'article 10 (7°) de la loi du 16 octobre 1919 et ne pourra dépasser 12 kW.

L'énergie réservée sera tenue à la disposition du conseil général pendant 5 ans à compter de la date fixée pour l'achèvement des travaux, sans préavis pendant les six premiers mois et moyennant un préavis d'un an au-delà de cette période de six mois et jusqu'à l'expiration de la cinquième année.

...

A la fin de la cinquième année, le permissionnaire reprendra sa liberté pour les quantités non utilisées, à l'exception toutefois d'une fraction égale à 5 % qui restera à toute époque et moyennant un préavis d'un an à la disposition du département.

#### ARTICLE 20 -

Les réserves d'énergie prévues à l'article ci-dessus en faveur des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des associations syndicales ainsi que des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale seront livrées aux conditions fixées par les articles 3, 4 et 5 du décret n° 55-178 du 2 février 1955.

#### ARTICLE 21 - Clauses de précarité

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la défense nationale, de la sécurité et de la salubrité publique, et notamment pour l'alimentation en eau de centres habités, de la police et de la répartition des eaux, ainsi que pour prévenir, faire cesser les inondations ou préserver l'environnement, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement. Il pourra seulement réclamer la remise totale ou partielle des redevances prévues à l'article 23.

#### ARTICLE 22 - Cession de l'autorisation - changement dans la destination de l'usine

Tout projet de cession totale ou partielle de la présente autorisation, toute demande de changement de permissionnaire doivent être notifiés au Préfet qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé.

Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le Préfet.

#### ARTICLE 23 - Redevances domaniales

Le permissionnaire sera tenu à verser, à la caisse du directeur départemental des services fiscaux de la situation de l'usine les redevances annuelles suivantes :

- 130 francs pour occupation du domaine public fluvial
- 2220 francs pour utilisation de la force motrice prélevée au domaine public fluvial

Elles seront payables d'avance, en une seule fois et exigibles à partir de la date du procès verbal de recensement ou, au plus tard, à partir de l'expiration du délai fixé par l'article 17 pour l'achèvement des travaux.

Le montant de la redevance pourra être révisé le 1er janvier de chaque année dans les conditions fixées par l'article L 33 du Code du Domaine de l'Etat.

...

ARTICLE 24 - Mise en chômage - Retrait de l'autorisation - Cessation de l'exploitation - Renonciation à l'autorisation

Faute par le permissionnaire de se conformer dans les délais fixés aux dispositions prescrites, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 1er de la loi modifiée du 16 octobre 1919, l'administration peut, suivant les circonstances et après mise en demeure, prononcer le retrait d'office de l'autorisation ou mettre l'usine en chômage et, dans tous les cas, elle prend les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau ou de grande voirie.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites par le présent arrêté, le permissionnaire changerait l'état des lieux sans y être préalablement autorisé, s'il ne maintient pas constamment les ouvrages en bon état d'entretien ou s'il cesse d'avoir la libre disposition en permanence de l'un des ouvrages visés aux articles 2 à 6 ou de son terrain d'emprise.

Si l'entreprise cesse d'être exploitée pendant une durée de 5 ans, l'administration peut prononcer le retrait d'office de l'autorisation et imposer au permissionnaire le rétablissement, à ses frais, du libre écoulement du cours d'eau. Au cas où le permissionnaire déclare renoncer à l'autorisation, l'administration en prononce le retrait d'office et peut imposer le rétablissement du libre écoulement des eaux aux frais du permissionnaire.

ARTICLE 25 - Renouvellement de l'autorisation

La demande tendant au renouvellement de la présente autorisation doit être présentée au Préfet trois ans avant sa date d'expiration.

La présente autorisation sera renouvelée de plein droit pour une durée de trente ans, si un an au moins avant son expiration, l'administration ne notifie pas au permissionnaire sa décision contraire.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire peut être tenu de rétablir, à ses frais, le libre écoulement des eaux.

ARTICLE 26 - Ancien règlement d'eau

Le décret du 30 août 1899, réglementant l'usage de la force motrice de la Loire à l'usine de Ranc sur la commune de St Maurice de Lignon, est abrogé.

ARTICLE 27 - Publication et exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la HAUTE-LOIRE et les maires des communes de Beauzac et St Maurice de Lignon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché aux mairies de Beauzac et St Maurice de Lignon.

Ampliation en sera également adressée

- au Directeur Départemental de l'Équipement

- au Directeur Départemental de l'Agriculture

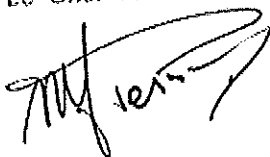
- à la Direction Régionale de l'Industrie et de la recherche

Auvergne-Limousin

...

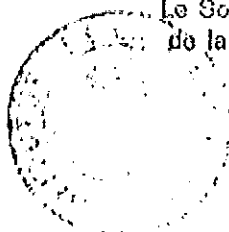
- au Délégué Régional de l'Architecture et à l'environnement
- à la Ligue d'Auvergne de canoë-kayak
- au Sous-Préfet d'YSSINGEAUX
- à l'Agence de Bassin Loire Bretagne
- au Service des Domaines de la HAUTE-LOIRE
- aux maires des communes de
  - St Maurice de Lignon
  - Beauzac

Pour ampliation  
Pour le Préfet,  
Commissaire de la République  
Le Chef de Bureau Délégué



AU PUY, le 29 JUIN 1984

Pour le Préfet,  
Commissaire de la République,  
Le Sous-Préfet, Adjoint Général  
de la Préfecture de la Haute-Loire



Signé : F. SPITZER